

CITOYENS DEBOUT ET SOLIDAIRES – CENTRAFRIQUE
Communiqué n° 2018(03) du 27 décembre 2018
Mise au point en ce qui concerne le Dialogue de sortie de crise

Dans sa lettre aux plus hautes Autorités centrafricaines, nous, Citoyens Debout et Solidaires – Centrafrique (CDS-CA), avons formulé la proposition suivante : « convoquer à bref délai, sur le territoire national, le dialogue de sortie de crise prévu sous l'égide de l'Union africaine, les forces politiques du pays et la société civile, en ce compris des représentants des victimes, étant compris parmi les parties audit dialogue ».

D'aucuns ont voulu voir dans cette proposition une manière de défendre les positions d'un Etat étranger, spécialement la France.

Tout en respectant ces opinions au titre du débat démocratique, nous tenons à souligner qu'elles révèlent une compréhension tronquée de la position de CDS-CA. Aussi, estimons-nous devoir apporter les précisions suivantes, nécessaires à une pleine et plus juste compréhension de notre proposition.

Premièrement, la position exprimée dans la lettre aux Autorités nationales, comme la lettre elle-même, n'est pas celle d'un individu, mais celle de notre collectif, CDS-CA. Elle est collective parce qu'elle a été élaborée réellement collectivement, selon la méthode de travail que nous privilégions toujours.

Deuxièmement, la lettre aux Autorités Républicaines nationales suit d'une dizaine de jours une autre lettre adressée au Conseil de Sécurité, et dont copie a été transmise à tous les Etats membres de cette instance de l'ONU, pour appeler à ce que le Conseil prenne toutes ses responsabilités quant à la protection des populations civiles dans notre pays. En parcourant les deux courriers, qui ne font qu'un dans notre esprit, quiconque constatera qu'on est loin de l'identité de position qui est postulée entre CDS-CA et la France, ou tout autre Etat étranger d'ailleurs.

Troisièmement, en tant que CDS-CA, nous avons choisi avec ces courriers d'être un instrument d'alerte, mais aussi, comme nombre de centrafricains le réclament, une force de proposition. Ceci dans un esprit particulier. Nous disons à nos autorités qu'elles doivent agir d'urgence, non pas parce que nous leur aurions mis le couteau sous la gorge, mais parce que l'intérêt national, c'est-à-dire l'intérêt bien compris de la protection des citoyens et de la sauvegarde de leurs vies par notre Etat, l'appelle instamment. Ceci est très important à nos yeux. Cela veut dire que CDS-CA ne lance pas d'injonctions. Il met sur la table des propositions, jugées utiles et de manière argumentée. Les Autorités ont la liberté de tout prendre (c'est notre vœu), de ne prendre qu'une partie, ou de ne rien prendre du tout.

Quatrièmement, s'agissant plus particulièrement de la position sur le dialogue.

Notre préférence au sein de la plateforme CDS-CA va par principe à une solution centrafricaine. Le fait est cependant qu'aujourd'hui il n'y en a pas. Nous ne pouvons que regretter le fait que le Gouvernement centrafricain ne propose pas une feuille de route pour la sortie de crise. De l'autre côté, chacun a pu observer que si une position centrafricaine a bien été proposée par l'Assemblée nationale en mai 2017, elle a été

jugée irrecevable. Il est vrai qu'on peut penser à commencer à construire cette feuille de route nationale maintenant. Mais le fait est que le temps presse, car il y a l'urgence des vies humaines, spécialement dans l'arrière pays.

Voilà pourquoi CDS-CA se tourne vers l'existant dont les bases sont d'ores et déjà posées. Cet existant c'est Khartoum d'un côté, et c'est l'initiative africaine de l'autre, initiative dont CDS-CA rappelle qu'elle est née à la demande du Chef de l'Etat centrafricain lui-même, par préférence à l'initiative parlementaire à l'époque, et qu'elle continue à être affirmée par lui, par le Gouvernement, par l'Assemblée Nationale et par les forces vives du pays, comme seul cadre de conduite de la sortie de crise.

Sur le fond, il y a dans l'initiative de l'Assemblée Nationale de la RCA de mai 2017 un principe qui a retenu notre attention, et qui est structurante de la position exprimée dans la lettre aux Autorités nationales : c'est la centralité des victimes dans le processus.

Pour nous, centralité des victimes signifie retour à l'essentiel de la Nation constituée par la très grande majorité des Centrafricains. Cela veut dire aussi marginalisation relative d'autres acteurs, dont les groupes armés.

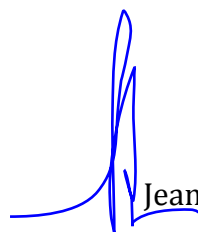
Nous nous sommes alors, au sein de CDS-CA, posés la question suivante : dans lequel des deux cadres ce principe pourrait avoir des chances d'être décliné ? De nos échanges est née une double conviction : primo, que cette déclinaison est à peu près impossible dans le cadre du processus de Khartoum ; secundo, qu'elle est possible dans le cadre de l'initiative africaine, mais à condition d'infléchir substantiellement la feuille de route.

La conviction concernant le processus de Khartoum tient au fait que celui-ci se présente comme un dialogue du gouvernement avec les seuls groupes armés, et au fait que ce dialogue n'est pas censé aborder l'essentiel de ce qui concerne les victimes, à savoir en particulier la justice et la réparation.

Pour ce qui est de la feuille de route de l'initiative africaine, CDS-CA rappelle que sa position – et sa proposition – est qu'elle doit être triplement enrichie : par 1) la localisation du dialogue sur le territoire national, car c'est du devenir de la RCA qu'il s'agit ; 2) l'introduction d'autres acteurs dans le dispositif, notamment des représentants des victimes ; 3) enfin, en tant que conséquence du point 2, le renforcement des thématiques qui touchent aux victimes, spécialement lutte contre l'impunité et réparation.

En formulant cette proposition, nous, Citoyens Debout et Solidaires, n'avons en vue que l'intérêt de la Nation et de chacune de ses composantes.

Pour Citoyens Debout et Solidaires – Centrafrique



Le Président
Jean-François AKANDJI-KOMBÉ